

ANTIRESSE

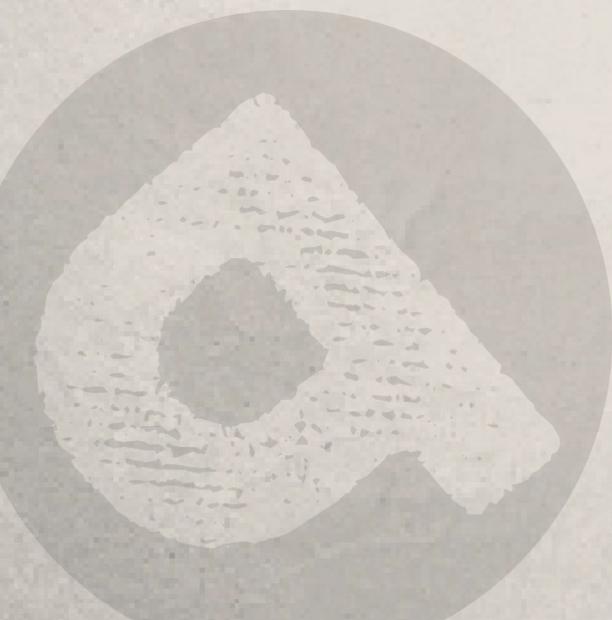
Observe • Analyse • Intervient

Langage des signes

Chevaucher le chaos

Virginie contre le Léviathan

Relire Balzac



N° 398 | 16.7.2023



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Le langage des signes

POURQUOI LES VÉRITÉS IMPORTANTES EMPRUNTENT-ELLES DE PLUS EN PLUS LE CANAL DES «FUITES»? POURQUOI LES PAYS, LES COMMUNAUTÉS ET LES INDIVIDUS N'OSENT-ILS PLUS DIRE CE QUI LES PRÉOCCUPE VRAIMENT NI LIVRER LE FOND DE LEUR PENSÉE? QUEL MAUVAIS GÉNIE A JETÉ UN SORT SUR LA CITADELLE EUROPE POUR QUE SES HABITANTS SOIENT RÉDUITS À S'EXPRIMER PAR SIGNES ET ALLUSIONS, COMME DES OTAGES MENACÉS DE MORT?

LES GÉNIES HELVÉTIQUES DU RENSEIGNEMENT

L'establishment suisse est un milieu feutré, prudent et très frileux. On reconnaît ses membres au demi-sourire hôtelier qui ne quitte jamais leur visage, équivalant à la

position «ventre à l'air» des chiens soumis. Les vérités désagréables ne s'y expriment jamais en plein jour: on aime plutôt recourir à des «fuites». C'est pourquoi tout *fuite* en Suisse: les réunions du gouvernement, les

rapports diplomatiques, le secret de l'instruction⁽¹⁾, les machines de cryptographie «made in Switzerland»⁽²⁾, les enquêtes sur lesdites machines, et même les enquêtes sur les enquêtes sur lesdites machines. Sans même parler du secret médical, qui affine utilement les statistiques des compagnies d'assurance.

Les fuites, comme leur nom l'indique, sont le meilleur moyen de calmer la vapeur pour éviter les explosions. Ainsi que le résumait si joliment Eric Werner:

«...à force de se focaliser sur les fuites, personne ne sait plus rien sur rien. Effectivement, le meilleur moyen encore d'empêcher une fuite, c'est de faire en sorte que personne ne sache rien sur rien. On est sûr, là au moins, que rien ne fuit.»

Or voici qu'à la veille du sommet de Vilnius, l'establishment suisse s'est ému d'une nouvelle fuite du Service de renseignement de la Confédération. La *NZZ am Sonntag* s'est «procuré» un rapport du SRC sur le président ukrainien Zelensky. La *Neue Zürcher Zeitung* étant au pouvoir helvétique ce que BFMTV est à Macron®, autant dire que l'officialité a voulu rendre publiques des choses sans vraiment les assumer. Que nous dit donc ce rapport? Que celui que le président de la Confédération appelle «mon ami» présenterait des «traits autoritaires», qu'il essaierait de «museler» l'opposition en vue des (très hypothétiques) élections de 2024 et qu'il aurait une dent particulière contre son «principal

concurrent» politique Vitali Klitchko, le maire de Kiev.

Si c'est pour de telles élaborations que la Confédération helvétique paie ses analystes, le contribuable aurait de quoi entamer la grève des impôts. Pour conclure au «penchant autoritaire» du comédien-président, il suffisait de lire le *Journal du Dimanche* en 2020, où Zelensky est déjà qualifié d'«ambitieux, calculateur et brutal». Mais pour que le maire de Kiev, universellement connu pour son palmarès de boxeur et son QI de moineau, accède au titre de *principal concurrent*, il aura fallu, littéralement, faire table rase de tout le paysage politique ukrainien. Une purge que les analystes de la Confédération auront préféré simplement ne pas voir, faute de quoi ils auraient dû se poser des questions de ce genre:

- Qu'est-il advenu des onze partis politiques interdits par Zelensky et de leurs dirigeants?
- Combien reste-t-il de chaînes TV d'opposition en Ukraine?
- Etait-il simplement «autoritaire», en avril 2022, d'enlever l'opposant (sérieux) Medvedtchouk, de le torturer et de l'échanger contre des prisonniers de guerre comme un envahisseur russe, alors qu'il est citoyen ukrainien?
- Pourquoi les frères Kononovitch sont-ils détenus et menacés de mort par la police ukrainienne (avec appels au meurtre publiés sur Facebook par l'officier qui les surveille), sinon pour leurs opinions de militants communistes?

- Est-il simplement «autoritaire» de permettre à ses services de sécurité d'organiser le meurtre d'opposants intérieurs et extérieurs, et à ses ministres et conseillers de s'en vanter, voire d'appeler au génocide des populations russophones(3)?
- Qu'est-il advenu de Gonzalo Lira, citoyen des Etats-Unis, arrêté par le SBU pour avoir dénoncé la dérive totalitaire du pouvoir de Kiev, confirmée du reste par les médias de grand chemin(4)? Même Tucker Carlson se le demande, mais non le renseignement suisse...
- Zelensky a-t-il entrepris quelque chose contre le site *Myrotvorts* qui appelle au meurtre de milliers d'«ennemis de l'Ukraine» dans le monde et inventorie les liquidations?

Tout ceci procède d'informations disponibles dans l'espace public. Relever après tout cela, en 2023, que Zelensky a un *penchant autoritaire*, c'est ce qui s'appelle découvrir que l'eau mouille, comme si les espions s'étaient aperçus en 1974 que le général Pinochet n'aimait pas les gauchistes. Cela rappelle la pudique *myopie des délégués suisses du CICR*, qui n'avaient rien trouvé de suspect dans les camps de la mort nazis.

Cela étant dit, soyons justes envers les barbouzes. Il est possible que les scolopendres médiatiques, qui fuient la lumière, aient caviardé des parties beaucoup plus explicites du rapport du SRC. Mais quelque chose a été dit qu'on n'avait pas osé dire avant, à un

moment très opportun, et ce petit quelque chose a déjà suffi à mettre en émoi la bienpensance — au moment même où, sans aucun débat public, la Suisse officielle brocarde sa neutralité et s'intègre de plus en plus étroitement au dispositif militaire de l'OTAN. Ce fait est en soi intéressant.

- **Notule.** Les scolopendres sont des myriapodes venimeux ayant «la capacité de voir par les deux extrémités de leurs corps. Rapides avec leur grand nombre de pattes, ils sont toutefois effrayés par la lumière qui les aveugle et rebrousseront chemin en cas de rencontre fortuite» (Wikipedia). Le champ de vision des scolopendres médiatiques semble essentiellement limité à leur train arrière.

MACHIAVÉLISME À LA SUÉDOISE

En juin dernier, le gouvernement suédois a autorisé une incinération rituelle du Coran devant la mosquée centrale de Stockholm. Le geste, on se l'imagine, a été assez mal pris dans le monde musulman: le Maroc, entre autres, a rappelé son ambassadeur et M. Poutine a condamné cette offense à l'une des religions majeures de la Fédération de Russie. Les commentateurs ont estimé que cet incident n'allait «probablement pas aider à surmonter l'opposition de la Turquie à l'admission de la Suède dans l'OTAN». Pourquoi alors les Suédois, si anxieux d'entrer au club atlantique, l'ont-ils autorisé? Au nom de la liberté d'expression, diront-ils. Mais on sait le cas que les gouverne-

ments européens font aujourd'hui de ladite liberté d'expression. Ils auraient tout aussi confortablement pu l'interdire au nom du respect des minorités ou de la sécurité publique. C'était au choix. Le Coran ou l'OTAN. Et si, comme avec les «fuites» helvétiques, on avait voulu faire passer un message clandestin? Signaler que, derrière l'unité de façade, certains en Suède n'avaient pas du tout envie de renoncer à leur neutralité ni — accessoirement — de renier leur parole donnée aux opposants du régime turc? Ces milieux-là, tout en agitant comme tout le monde les petits drapeaux bleus, étaient secrètement très satisfaits du *yok(5)* d'Erdoğan. Son revirement de dernière minute a dû les jeter dans le désarroi. Rivaliser en hypocrisie avec la Sublime Porte, c'est comme disputer un saumon à un grizzly: le prix Darwin vous est acquis. Sans doute il aurait mieux valu déposer publiquement un rapport de minorité expliquant pourquoi l'adhésion de la Suède à l'OTAN était une mauvaise idée. Dans le climat actuel, c'était de toute évidence impossible. D'où, peut-être, le billard à trois bandes du Coran brûlé.

LES ÉVIDENCES DE VILLEPIN

Cette même semaine, France Inter a eu l'idée de consulter Dominique de Villepin sur la guerre en Ukraine. En tant qu'ancien ministre des Affaires étrangères, entré dans l'histoire avec son fameux discours aux Nations-Unies contre la deuxième guerre d'Irak, Villepin avait sans

doute une certaine opinion sur cette malheureuse affaire.

Pour mémoire, le refus du gouvernement Chirac-Villepin de participer à la nouvelle croisade des Etats-Unis en Irak a entraîné un boycott massif de la France et de tout ce qui était français de la part des Américains. Au point que les *French Fries* — les frites, en somme — furent rebaptisées *Liberty Fries*. On imagine mal la France sous Macron®, Hollande ou Sarkozy assumer un tel bras de fer.

- **Notule.** Notons en passant que le soutien militaire français à l'Ukraine, allant jusqu'à la fourniture de missiles de croisière, n'a entraîné aucune réaction francophobe dans les rues en Russie. Les croissants de chez Paul, à Moscou, se vendent toujours comme des petits pains. On a les amis que l'on se choisit...

Depuis le fameux débat du 24 février 2022 entre Villepin et BHL, quand le ministre avait quitté l'émission en mettant en garde contre l'escalade militaire et dénonçant les postures de plateau, on savait à quoi s'attendre. En deux phrases bien pesées, Villepin a assené un constat et un précepte plus choquants l'un que l'autre. Il a martelé 1) que le monde était avec la Russie et 2) que la France ne pouvait se permettre de ne pas avoir de liens avec ce pays.

Ceci se passe sur une chaîne de service public au moment même où s'ouvre le sommet de l'OTAN à Vilnius, où la France officielle occupe la *posture* la plus agressive. On ne pouvait trouver d'autorité plus

incontestable pour dissiper l'illusion médiatique et diplomatique qui motive cette posture et qui entraîne la France sur le chemin de la confrontation finale. Sans doute un hasard du calendrier...

COMME UN MALAISE

Quel est le fil rouge entre ces trois situations, auxquelles on pourrait ajouter bien d'autres, venant d'autres pays d'Europe? C'est, peut-être, le malaise communicationnel qu'elles traduisent. C'est comme si les Européens avaient développé un langage de signes pour exprimer des choses indicibles. Comme des otages, un pistolet sur la tempe, roulant des yeux ou agitant les paupières devant la caméra...

On peut me croire ou non, mais j'ai la certitude que bien plus de gens haut placés qu'on ne le croirait — en particulier dans le milieu militaire — voient le gouffre vers lequel nous sommes lancés, mais qu'ils ne savent comment freiner le train fou. Ils ont été abreuvés d'un mythe sans plan B: la défaite de la Russie en Ukraine, ils voient que cela ne se produira plus, mais ils saisissent aussi que l'effondrement de l'Ukraine, à ce stade d'engagement, sera aussi le «nôtre». Et que les régents du monde occidental sacrifieraient l'Europe plutôt que d'envisager cette éventualité. L'Europe ou... la vie sur terre.

Ils essaient donc de «faire passer des messages» dans les codes qu'ils ont fini par intérioriser: la gestuelle furtive des otages et des boucliers humains.

CODA. LA RANÇON DES IDÉES MORTES

L'histoire retiendra une image comme symbole de ce sommet de Vilnius: celle de Zelensky laissé seul et sans partenaire en marge de l'assemblée des notables de l'OTAN. Pour la première fois depuis le début de ce conflit, son accoutrement khaki n'évoquait pas le treillis du combattant, mais la tenue du jardinier. Les attitudes ne trompent pas. Dans les formes, on l'a ménagé. Dans le fond, il est déjà lâché. Mais personne n'ose le lui dire en face. Plus rien jamais ne se dit en face. Nous sommes dans une société démocratique où règne la liberté d'expression: c'est pourquoi tout le monde obéit et personne ne dit rien.

L'Europe est un château de contes de fées terrorisé par un mauvais génie. Du grand-duc jusqu'au dernier greffier, toute la cour tremble et se contorsionne, prise en étau entre la peur d'un maître cruel et la perspective d'un avenir plus cruel encore. Seul le bon peuple, pendant ce temps-là, continue de vaquer à ses occupations. Les jeux du pouvoir passent trop haut au-dessus de sa tête. En très peu de temps, moins d'une génération, nous sommes passés d'une société détendue et libre à une société de la contrainte et de la terreur dans tous les secteurs touchant au pouvoir symbolique. L'ordre public se réclame d'idées mortes, réduites à leurs propres hologrammes, auxquelles personne ne croit et que personne n'incarne. Le mensonge intégral règne, la réalité s'exprime par les voies de traverse

et bientôt de contrebande. Il devient très coûteux de se faire prendre la main dans le sac à colporter une vérité. Et ce n'est pas une dictature étrangère ni un coup d'Etat policier qui nous a imposé cette éducation à l'autocensure, mais l'extinction de nos propres «valeurs», la perte de toutes les raisons qui donnaient aux hommes la force de se lever et de dire «non», sans égard aux conséquences.

Au milieu de la IIe guerre mondiale, où l'Europe connaissait un obscurcissement semblable, le philosophe mystique hongrois Béla Hamvas voyait, déjà, les causes de l'effondrement dans une nécrophilie idéologique généralisée:

«Existe-t-il aujourd'hui une seule idée, officiellement acceptée et publiquement communicable, soutenue par la seule foi qu'elle inspire? Les pensées diffusées à l'échelle collective ne ressemblent-elles pas, toutes sans exception, à ces histoires de la littérature jamais ouvertes, écrites par des auteurs que personne ne lit? Le bruit accompagnant la proclamation de l'idée n'est-il pas en proportion de la conscience coupable qu'elle recouvre? L'incroyance n'est-elle pas le pilier qui soutient ces pensées? Une idée n'est-elle pas d'autant plus active, plus fertile, plus polyphonique, plus bruyante, plus importune, plus agressive, qu'elle est anémique et faible et dévitalisée, et que le cercle de ceux qui y croient est plus réduit?»(6)

Ces remarques féroces de 1943 sonnent étrangement familières à nos oreilles d'otages impuissants. Non?

- Photo de Alex McCarthy sur Unsplash.

NOTES

1. Voir nos articles sur l'affaire Simon Brandt, AP219, AP284, AP382, AP383, AP384, AP393.
2. Machines affectées d'un robinet à «fuites» par réglage d'usine. Voir nos articles sur l'affaire Crypto: AP221, AP221 (2), AP221 (3), AP222, AP223, AP223 (2), AP224, AP225, AP375)
3. Selon le très fiable site d'enquête *The Grayzone*: «Les médias occidentaux ont fermé les yeux sur le fait que Zelensky et les hauts fonctionnaires de son administration ont approuvé une campagne d'enlèvement, de torture et d'assassinat de législateurs ukrainiens locaux accusés de collaborer avec la Russie. Plusieurs maires et autres fonctionnaires ukrainiens ont été tués depuis le début de la guerre, souvent par des agents de l'État ukrainien après avoir entamé des pourparlers de désescalade avec la Russie.»
4. Voir «*Désintoxidentalisation*», AP392.
5. NON, en turc. On a appris par ailleurs qu'un Suédois avait effectivement demandé lui aussi l'autorisation de brûler «son» Coran, non par haine de l'islam, mais dans le but avoué de provoquer le blocage des Turcs.
6. *Az ősök útja és az istenek útja (La voie des ancêtres et la voie des dieux)*, édité pour la première fois en 1999, hélas non traduit en français.



ENFUMAGES par Eric Werner

Chevaucher le chaos

« L'INSÉCURITÉ MÈNE LA BREBIS À L'ÉTAT », LIT-ON DANS UN LIVRE PRÉMONITOIRE. BEAUCOUP D'INSÉCURITÉ PERMET DONC D'ALLER PLUS LOIN ENCORE DANS CETTE DIRECTION. IL FAUT QUE LES GENS VRAIMENT EN BAVENT.

S'exprimant dans une interview à propos des émeutes qui viennent d'avoir lieu en France, un ex-diplomate et ancien directeur du renseignement extérieur, Pierre Brochand, relevait que «rien de comparable ne s'était produit dans les villes françaises depuis 1789»(1). Comparaison n'est pas raison. Mais c'est vrai que ce qui vient de se passer est d'une telle gravité qu'une comparaison avec certains épisodes au moins de

la Révolution française s'impose presque irrésistiblement. On pourrait aussi dire que ce qui vient de se passer en est la continuation. Tant il est vrai que le processus mis en route en 1789 ne s'est depuis lors, en fait, jamais réellement arrêté. «La Révolution dure encore», écrit Tocqueville dans un de ses livres. Cette phrase pourrait être répétée aujourd'hui.

Dans sa trilogie *Guérilla*, qui traite de la guerre civile en France au

XXI^e siècle(2), l'essayiste et romancier Laurent Obertone évoque lui aussi 1789. Il le fait à propos des «sans-culottes», la police politique de l'époque. Entretemps, il y a eu le NKVD, la Gestapo, d'autres choses encore de ce genre. Mais les sans-culottes sont sans conteste leur ancêtre commun.

J'avais lu les deux premiers tomes de *Guérilla* lors de leurs parutions respectives en 2016 et 2019. Le troisième et dernier tome est paru en septembre 2022, et je viens de le découvrir avec le même plaisir. L'ensemble offre une bonne description de la France (de l'Europe?) actuelle et de ses problèmes. L'histoire racontée est celle d'un très improbable soulèvement des banlieues françaises, soulèvement s'étendant assez vite à l'ensemble du territoire. En quelques heures, les supermarchés sont pillés et vandalisés, et la pénurie s'installe. Les habitants se barricadent par ailleurs chez eux pour échapper aux bandes interculturelles ayant pris possession de l'espace public. Au point de départ, un simple incident dans un quartier à risque: des policiers ayant recours à la légitime défense alors que normalement ils ne devraient pas le faire. Aussitôt tout s'embrase: un peu comme ce qui s'est passé il y a quinze jours dans la vie réelle. Là aussi, une étincelle a suffi pour mettre le feu au pays tout entier.

AUCUNE LIMITE EN VUE

Comme le relève Pierre Brochand dans l'interview citée plus haut, les

violences urbaines sont en France monnaie courante depuis une quarantaine d'années. Sauf qu'il y a quinze jours, lesdites violences se sont transformées en émeutes à grande échelle. Les émeutes de 2005 avaient déjà servi d'avertissement. Or, cette fois, on est allé beaucoup plus loin encore. Car, le rappellera-t-on, il existe différents degrés dans la violence. Un certain nombre de limites ont été franchies en 2023 qui ne l'avaient pas été en 2005. Et la prochaine fois, il est raisonnable de penser que d'autres limites encore seront franchies. Il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête. Quant à Obertone lui-même, il n'invente rien. Il ne fait qu'extrapoler à partir des tendances actuelles de la société française, tendances bien visibles même si tout est mis en œuvre pour les occulter. «L'on ne saurait introduire un principe modérateur dans la philosophie de la guerre elle-même sans commettre une absurdité», écrit Clausewitz.

Obertone insiste donc sur l'importance des *incidents* dans l'histoire concrète des sociétés (en l'espèce, un excès de zèle de la police dans une zone de non-droit), et aussi sur le fait que quand une crise se déclenche elle prend tout le monde de vitesse: «La catastrophe, on l'anticipe, on l'attend longtemps, et quand elle est là on comprend que rien ni personne ne pourra aller aussi vite qu'elle». C'est ce qui, en l'espèce, s'est passé. Il y a là une leçon à retenir. L'événement nous surprend toujours non pas en lui-même, mais par la rapi-

dité avec laquelle il se produit. On imagine souvent le chaos comme le produit d'un lent pourrissement s'étalant sur plusieurs années, voire des décennies. Mais il peut aussi survenir quasi instantanément sans crier gare: dans le récit d'Obertone, en trois jours à peine. En à peine trois jours, tout le vernis civilisationnel se dissout et les gens se rendent dès lors compte que tout devient possible. Absolument tout.

Ici, effectivement, on pourrait faire le lien avec 1789. On pense en particulier à certaines descriptions de Taine dans les *Origines de la France contemporaine*. Il faut des siècles pour construire une nation, un empire ou une civilisation, mais tout cela peut aussi disparaître en très peu de temps.

La trilogie d'Obertone se développe en une série de courts chapitres qui tiennent le lecteur en haleine, en écho au temps qui s'accélère. Obertone promène sa caméra sur l'ensemble du champ visuel, menant de front plusieurs histoires parallèles qui parfois aussi s'entremêlent. Mais il y a également un fil conducteur dans ce livre, fil conducteur se rapportant au rôle de l'État et des élites politiques dans tout ce développement. En apparence l'État

n'est pas épargné par la catastrophe, lui aussi s'effondre, en tout cas il en donne l'impression. La police se retire dans ses casernes, tout comme l'armée ou ce qu'il en reste. Les autorités sont en fuite ou disparaissent dans la nature. Ainsi en est-il du président lui-même, adepte du «très bien vivre ensemble», qui décède de mort prématurée lors d'un déplacement officiel dans la banlieue nord de Paris. Le pouvoir tombe ainsi entre les mains du chef de la police politique (DGSI), et c'est ici que les choses deviennent intéressantes.

FAUSSE SORTIE, VRAIE PRISE EN MAIN

En fait l'État ne disparaît pas, il fait seulement semblant de disparaître. Il laisse le chaos s'installer et même aller jusqu'au bout de lui-même, tout en préparant dans l'ombre et en secret son grand retour sur scène. Obertone défend ici un point de vue qui n'a pas toujours très bonne presse (entendons-le au sens strict), à savoir que l'État use souvent de ruse dans son rapport à sa propre population. On frise là le complotisme. Personne, bien sûr, ne complot en démocratie. Car, justement, nous sommes en démocratie. Etc. Le scénario ici retenu est celui d'une instrumentalisation de l'effon-

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

drement. Le pouvoir instrumentalise l'effondrement pour apparaître comme l'ultime recours contre l'effondrement. Ce dernier apparaît donc comme une aubaine. C'est ce qu'explique très bien le nouveau chef de l'État à ses proches conseillers. «L'insécurité mène la brebis à l'État», dit-il. Beaucoup d'insécurité permet donc d'aller plus loin encore dans cette direction. Il faut que les gens vraiment en bavent. Ensuite ils redeviendront de gentils petits moutons bien sages et obéissants, bien plus encore, d'ailleurs, qu'ils ne l'ont jamais été dans le passé.

C'est ça, le calcul. Il n'a rien en lui-même de très original, c'est la stratégie du chaos. Toutes les dictatures y ont recours, c'est aussi vieux que la politique. Mais en particulier le régime actuel, comme on le voit avec son actuelle politique d'immigration. Un mois à peine après l'incident dont il a été plus haut question, l'État et sa police refont donc surface. Sauf que, comme toujours, il y a des gens qui ne jouent pas le jeu. Des militaires, par exemple, qui entrent en rébellion contre leur propre hiérarchie et lui créent pas mal de problèmes. Ou encore des gens qui prennent les armes et font sécession. Tous sont très vite neutralisés. Reste en revanche quelqu'un qui, dans le roman, n'est pas neutralisé: Vincent Gite, un loup solitaire, qui échappe à tous les pièges qu'on lui tend. C'est lui, en définitive, le véritable héros du

roman. Lui est réellement un os pour le régime. Le régime ne parvient pas à en venir à bout. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Mais en fin de compte, il est tenu en échec.

C'est la grande leçon du livre. Personne ne réussit réellement à se mettre en travers de la dictature: ni à droite les militaires, ni à gauche les libertaires autonomistes. Personne, sauf justement Vincent Gite, le loup solitaire. On retrouve ici le Carré (*Une vérité si délicate*) et ce que dit le Carré du «décideur solitaire», à savoir qu'il est «la plus grande peur du monde contemporain»(3). Vincent Gite est lui aussi un décideur solitaire. On s'abstiendra ici de dresser la liste des très mauvaises actions dont il se rend coupable, au lecteur de les découvrir en lisant cette trilogie. Mais ce ne sont pas n'importe lesquelles. Vincent Gite a bien choisi ses cibles. Cela ne signifie bien sûr pas que la dictature va disparaître, au moins dans l'immédiat, mais encore une fois elle se casse ici les dents. C'est bien que, de temps à autre au moins, les dictateurs aient peur. Les décideurs solitaires leur inspirent une peur salutaire.

NOTES

1. *Le Figaro Magazine*, édition numérique du 7 juillet 2023.
2. Éditions Ring pour les tomes I et II, Magnus pour le tome III.
3. Voir «*De l'esprit d'indépendance*», AP397 | 09/07/2023.

PASSAGER CLANDESTIN: Ariane Bilheran

Virginie contre le Léviathan (1/2)

COMMENT APPELLE-T-ON UN RÉGIME QUI REND LES AVOCATS COMPLICES DES CRIMES REPROCHÉS À LEURS CLIENTS? UN RÉGIME QUI CRIMINALISE L'EXPRESSION DES OPINIONS DIVERGENTES, QUI ENVOIE SES SERVICES SPÉCIAUX ARRÊTER LES DISSIDENTS AU PETIT MATIN, QUI LES «CUISINE» AU SECRET ET CONFISQUE ARBITRAIREMENT LEURS DOCUMENTS? ÉLÉMENTS DE RÉPONSE DANS CETTE INTERVIEW SIDÉRANTE MENÉE PAR ARIANE BILHERAN.

Pour l'Antipresse, j'ai souhaité recueillir le témoignage de Maître Virginie de Araújo-Recchia, dont la situation illustre la dérive totalitaire à laquelle nous sommes confrontés, en ce qu'elle met en péril non seulement l'indépendance des avocats, mais encore la défense même de tout citoyen qui déplairait au pouvoir pour un simple délit d'opinion.

Maître Virginie de Araújo-Recchia, avocat français, conférencier, auteur du rapport «Dictature 2020, terrorisme d'État, atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation et crime contre l'humanité» (nov. 2020) et de *La protection des mineurs face à l'idéologie totalitaire. Éducation sexuelle et changement de mœurs* (livre à paraître), est membre d'un collectif d'avocats internationaux ayant créé la Cour internationale d'opinion publique et participé aux séances du Grand Jury.

Elle a engagé plus d'une vingtaine d'actions durant ces trois dernières années, pour des particuliers, des

associations et des syndicats, tant au niveau national qu'aux niveaux européen et international, afin de défendre les libertés publiques et les droits fondamentaux.

Je rappelle aux lecteurs que Me Virginie de Araújo-Recchia a donné

une allocution magistrale au colloque de Lisbonne de septembre 2022 (voir «La conjuration portugaise», AP355), et est intervenue pour délivrer son expertise au colloque «La dérive totalitaire sur les enfants» que j'ai organisé aux côtés d'Amandine Lafargue le 13 mai 2023 à Paris

(voir Ariane Bilheran: «La face cachée du transhumanisme: le totalitarisme sexuel», AP382).

Dans cette interview exclusive, l'avocate nous raconte son arrestation par la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure), qui se définit comme «l'unique service spécialisé de renseignement français relevant du ministère de l'Intérieur au sein de la Communauté nationale du renseignement», et dont les missions sont



de «lutter contre toutes les activités susceptibles de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation et à la sécurité nationale. Ses missions principales sont la lutte contre le terrorisme, la répression de toute forme d'ingérence étrangère, la protection du patrimoine économique et scien-

tifique de la Nation, la lutte contre la menace cyber et la prolifération des armes de destruction massive.»(1) On verra ici dans quelle mesure la mobilisation d'un tel service contre une avocate dans l'exercice de ses fonctions relève encore du fonctionnement d'un État de Droit.

PREMIÈRE PARTIE

QUE VOUS EST-IL ARRIVÉ EXACTEMENT LORS DE VOTRE ARRESTATION L'ANNÉE DERNIÈRE, SUR LAQUELLE LES MÉDIAS OFFICIELS ONT BEAUCOUP JASÉ?

J'étais en cours de rédaction, pour le compte d'une association, d'une plainte concernant des faits de dérives sectaires et de crimes contre l'humanité, qui impliquaient un parti politique. Je venais également de participer aux séances du Grand Jury(2) avec une équipe d'avocats internationaux, afin de déterminer les responsabilités dans le cadre de la crise Covid, grâce aux interventions de spécialistes dans les différents domaines concernés (dont vous-même en psychologie).

Le 22 mars 2022, à 6 h 40 du matin, douze personnes transportées dans six voitures ont fait irruption dans notre jardin. Elles ont frappé à la porte avec force; le bélier était prêt à être utilisé sur le perron. Il y avait là deux juges d'instruction, la représentante du bâtonnier, deux enquêteurs de la DGSJ cagoulés, un policier d'un autre service cagoulé, deux femmes policières de la DGSJ non cagoulées, deux informaticiens enquêteurs et deux personnes qui n'ont pas été présentes (et que je n'ai pas revues par la

suite). J'aurais aimé savoir qui étaient ces deux personnes; je m'interroge encore aujourd'hui: s'agissait-il de journalistes?

Les deux juges d'instruction (j'ai découvert plus tard qu'il s'agissait de deux juges d'instruction antiterroristes) ont fouillé tous les dossiers personnels et professionnels par eux-mêmes, sans que le représentant du bâtonnier ne s'interpose, contrairement à ce qui est prévu dans le cadre des perquisitions en cabinet d'avocat. Tout a été passé au peigne fin: dossiers de comptabilité, documents personnels, banque, photographies de famille, archives, carnets, articles de la presse alternative, qu'un des juges d'instruction a estimés être à charge et qu'il a conservés.

Puis ils ont mis en place un dispositif afin de vérifier tout le matériel informatique et téléphonique que j'utilisais, ainsi que celui de mon mari. La majeure partie a été mise sous scellé, sans qu'un expert ait été dépêché afin de prélever uniquement ce qui relevait du dossier concerné, à savoir le dossier impliquant mon client M. Rémy Daillet. Il est à noter qu'à ce jour, bien

qu'une partie de mon matériel ait été rendue par les services, deux ordinateurs ont souffert lors de cette opération, et un disque dur original de mon cabinet ne m'a jamais été restitué (je n'en ai que la copie).

En revanche, mon mari, qui n'est pas concerné par l'ordonnance de perquisition et qui est tiers à l'affaire, n'a pas récupéré son matériel, dont son ordinateur et son téléphone portable, alors qu'il est auteur(3) et que certains de ses travaux d'auteur sont présents uniquement sur l'ordinateur en question. Cela fait donc désormais plus d'un an. Mon mari a envoyé une demande au juge d'instruction afin de récupérer son matériel. Celui-ci a refusé de le lui rendre, alors qu'il m'avait certifié lors de ma garde à vue, en présence de la représentante du bâtonnier, qu'il rendrait le matériel dans les quinze jours.

Aujourd'hui, en France, il est donc possible d'entrer de force chez des particuliers, de prélever du matériel sans le rendre plus d'un an après. À quoi cela s'apparente-t-il à votre avis?

Mon mari n'est pas concerné par cette action et je ne suis, moi-même, pas partie à l'affaire (**je ne suis ni mise en examen ni témoin assisté**). **Je considère qu'il s'agit d'une véritable volonté de nuire et d'intimider**, étant donné que mon mari est auteur satiriste, qu'un des juges a indiqué connaître sa série «Restez couchés!» et qu'il savait qu'il serait fortement préjudicié par la saisie de son matériel professionnel. De ce fait, il n'a plus de répertoire téléphonique familial ou professionnel. C'est proprement scan-

daleux, mais c'est ainsi que cela fonctionne aujourd'hui en France.

Après cette perquisition de notre domicile et de notre véhicule, qui a eu lieu devant nos enfants en bas âge (j'ai tout fait pour qu'ils restent dans leur chambre et ne voient pas leur mère entourée d'hommes cagoulés, mais la perquisition a été trop longue pour les maintenir à l'abri de cette intrusion traumatique, de cette violation de leur foyer et de leurs propres chambres), j'ai été transportée à mon cabinet à Paris où rien n'a pu être saisi, puis à Levallois Perret, dans les locaux de la DGSI à 130 kilomètres de mon domicile. **Personne ne savait où j'étais durant plusieurs heures.**

QU'EST-CE QUI EST NOUVEAU DANS LA MANIÈRE DE FAIRE ACTUELLE DU CÔTÉ DE LA DGSI?

En principe, et étant donné la faiblesse du dossier, je pouvais tout simplement être convoquée afin de répondre aux questions des enquêteurs de la DGSI. Il n'était pas utile de dépêcher une douzaine de personnes à mon domicile, de perquisitionner l'avocat que je suis, et de me mettre en garde à vue pendant soixante heures afin de m'interroger. Le secret professionnel et le secret des correspondances et des échanges entre l'avocat et son client doivent être respectés en «démocratie».

Ainsi, une fois dans les sous-sols de la DGSI, j'ai souffert différentes techniques d'humiliation destinées à me faire perdre mes repères et mon amour-propre; je ne rentrerai pas dans tous les détails, mais j'ai notam-

ment subi le sac sur la tête lors des déplacements constants entre lesdits locaux et le Tribunal judiciaire de Paris. J'ai également passé une partie de ma garde à vue dans une cellule froide équipée de néons et de caméra, sans aucune hygiène, malgré mes demandes. J'alternais entre la cellule, les menottes et les interrogatoires ubuesques, qui ont duré une dizaine d'heures au total, alors qu'en tant qu'avocat, le secret professionnel, le secret des correspondances et des échanges m'interdisaient de révéler les éléments du dossier de mon client, à l'exception des éléments strictement nécessaires à ma propre défense.

Je souhaite rappeler qu'un être humain a le droit au respect de sa dignité, d'autant plus lorsqu'il n'est coupable de rien: il serait bon que les fonctionnaires s'imprègnent de ce principe fondamental, mais j'ai ressenti qu'il était jouissif — et même commandé — de m'humilier.

COMMENT S'EST PASSÉ VOTRE INTERROGATOIRE ET QUELLES EN SONT LES CONSÉQUENCES AUJOURD'HUI?

Dès le début de l'interrogatoire, il m'a été indiqué que j'étais perquisitionnée, gardée à vue et interrogée, non en tant qu'avocat, mais en tant que particulier. Cela m'a paru surprenant sachant que j'étais l'avocat de la personne visée par l'enquête ainsi que celle de son parti politique en cours de formation.

J'étais également l'avocat d'un collectif de forces publiques soucieux de la sauvegarde de la liberté des Français, à propos duquel l'enquêteur

a voulu m'interroger, alors que les membres de ce collectif n'ont *a priori* rien à voir avec l'autre dossier, du moins à ma connaissance. Ce collectif n'a jamais eu pour autre fonction que d'informer les membres des forces publiques et la population, et d'organiser à cet effet des manifestations. Il n'y a pas vraiment matière à les soupçonner d'actes terroristes, puisqu'il s'agit de représentants de l'ordre public.

J'ai donc maintenu ma position selon laquelle, **à partir du moment où je suis consultée en tant qu'avocat et uniquement en tant qu'avocat, dans le domaine exclusivement du Droit, par quelle savante acrobatie pouvait-on me considérer comme étant un particulier rendu complice d'un acte terroriste?**

C'était d'autant plus étonnant que **mon nom d'avocat avait le matin même été cité dans la presse grand public, à grand renfort de termes diffamants, voire injurieux**, alors même que les autres personnes mises en garde à vue dans la même affaire n'avaient quant à elles pas été nommées par les journalistes.

Le secret de l'instruction a été allègrement transgressé par les services impliqués, et mon nom, ma qualité et mon portrait ont été placardés dans les médias, lesquels sont visés notamment par l'une des plaintes que je dépose, pour le compte d'une association justement, à l'encontre des médias et des réseaux sociaux qui ont manipulé la population par la peur, la terreur, et ont porté haut la propagande durant la crise Covid.

Mon nom, mon portrait et ma

qualité ont donc été placardés partout afin de m'abattre socialement. Mais, dans le secret des interrogatoires, il n'était question que de ma personne en tant que particulier. **Étant donné que l'on ne me reproche pas autre chose que d'avoir produit des analyses juridiques et uniquement des analyses juridiques, par quel miracle aurais-je pu commettre ou être complice d'un acte de terrorisme au sens de l'article 421-1 du Code pénal?**

Où est donc la logique, n'y a-t-il pas là une contradiction fondamentale?

Durant les interrogatoires à répétition, les questions qui m'ont été posées ont démontré qu'il s'agissait clairement de m'accuser d'avoir commis un délit d'opinion, puisque tout m'a été reproché. **Il ne s'agissait donc pas d'une quelconque complicité d'acte de terrorisme visé par l'enquête, mais bien de mon opposition au régime totalitaire qui se mettait en place.**

Je rappelle quelques questions qui m'ont été posées, proprement hallucinantes:

- *Êtes-vous patriote?*
- *Qu'est-ce que le terme complotiste?*
- *Que pensez-vous de la religion musulmane?*
- *Que pensez-vous de la religion juive?*
- *Que pensez-vous des antennes 5G?*
- *Que pensez-vous de la pédophilie?*
- *Que pensez-vous de la franc-maçonnerie?*
- *Pensez-vous que des ministres soient reliés aux réseaux pédophiles?*

- *Que pensez-vous d'Emmanuel Macron?*
- *Quelles sont les mesures qui vous amènent à dire qu'il s'agit de crimes contre l'humanité?*
- *Qu'est-ce que le nouvel ordre mondial?*

Après une dizaine d'heures d'interrogatoire est arrivé le moment où l'enquêteur m'a présenté une pièce démontrant que M. Rémy Daillet était bien mon client (courriel avec les formules consacrées utilisées entre un avocat et son client, une étude d'un projet de loi avec un commentaire en Droit). Mon confrère chargé de ma défense a immédiatement requis l'intervention du bâtonnier. Nous étions stupéfaits, tant par les questions posées que par le subterfuge utilisé afin de m'interroger sans que je puisse opposer le secret professionnel et le secret des correspondances.

Je n'avais de toute façon rien à révéler concernant mon client. Je n'ai cessé de répéter que son parti politique était en constitution, que j'avais porté plusieurs dossiers pour son compte, dont la transmission de mon rapport, rédigé de manière indépendante en novembre 2021, auprès du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Nous savons ce qu'il en est de ces organisations aujourd'hui, mais mon client pensait alors que cela pourrait être le point de départ d'une action pénale au niveau international.

L'enquêteur, le procureur et les juges d'instruction avaient donc la preuve depuis le départ que ce monsieur était bien mon client, et que j'agissais bien en tant qu'avocat. Ils

ont pu découvrir d'autres justificatifs durant l'expertise de mes données informatiques, qui ne cessaient de confirmer mes déclarations depuis le départ, sans que je ne sois jamais entendue en ce sens.

Après la présentation de cette preuve, j'ai été renvoyée en cellule toujours menottée. Alors que je devais de nouveau être interrogée, j'ai été brutalement libérée, sans explication et sans voir le juge d'instruction. On m'a raccompagnée à une bouche de métro. J'étais dans un état déplorable, complètement sonnée. Deux de mes confrères m'ont aidée à récupérer mon matériel informatique rendu sans aucune protection, et mon mari a dû venir me chercher.

Ensuite, plusieurs audiences devant le juge des libertés et de la détention ont eu lieu en présence du procureur, du juge d'instruction et du représentant du bâtonnier concernant la saisie de mes données, que nous avons contestée d'emblée.

Un expert a été nommé afin d'effectuer des recherches par mots clefs, dont des noms de journalistes, celui de M. Attali notamment, ce qui était étonnant. À l'issue de l'expertise, il fut avéré que rien ne démontrait une infraction. En pleine audience, le représentant du bâtonnier a soulevé que même la perquisition pouvait être remise en cause dans de telles circonstances.

À la question de savoir quel était l'intérêt d'une telle perquisition et de la saisie, le juge d'instruction a répondu qu'il était toujours intéressant d'avoir accès aux dossiers d'un

avocat et qu'il lui fallait dresser mon «portrait psychologique» (sic).

Le juge d'instruction m'a qualifiée de complotiste, de QAnon, notamment durant les audiences, sans que personne n'y trouve à redire alors que, jusqu'à preuve du contraire, il ne s'agit pas de qualifications juridiques. Il semblerait que la *novlangue* se soit infiltrée au sein de la Justice française, là où la rigueur, la méthode et la rationalité sont pourtant attendues.

Je réfute ces qualificatifs qui, comme vous le dites si bien, ont servi depuis mars 2020 à disqualifier et déshonorer autrui, sans tenir compte de l'analyse produite des faits, d'autant plus lorsque la personne qui invective ne semble avoir aucune connaissance des sujets sur lesquels vous travaillez depuis des mois avec des experts du monde entier.

Après l'expertise, le juge d'instruction a également mentionné dans une de ses ordonnances que je m'étais montrée fortement virulente à l'égard de Jacques Attali et que je m'intégrais dans le combat contre la pédophilie internationale (thème que je n'avais pas encore abordé dans mes recherches; il est à noter que ces accusations m'ont conduite à m'y intéresser depuis!). J'étais stupéfaite. **Aucune de mes données, provenant du rapport d'expertise ou de mes propos publics, ne lui permettait de porter de telles accusations. C'est absolument faux et pourtant c'est porté au dossier. Il s'agit d'une altération frauduleuse de la vérité.** Cela permet-il de transmettre un message aux autres magis-

trats afin que mon dossier soit traité sous un certain angle? Je m'interroge.

Nous avons donc contesté la saisie des éléments que le juge d'instruction souhaitait porter au dossier (documents concernant d'autres dossiers, des échanges entre juristes, des photographies de mes enfants contenues dans un échange écrit avec mon mari, des versions numérisées de livres tels que celui de Claire Séverac, que l'on m'avait transmis, mon rapport public entre autres).

Cette demande n'était absolument pas motivée par le juge d'instruction. Les pièces ne furent pas contrôlées une par une, alors que je contestais la saisie devant le juge des libertés et de la détention. Pourtant le juge des libertés et de la détention a rendu une décision en faveur de la demande du juge d'instruction.

Nous avons donc poursuivi la procédure devant le président de la chambre d'instruction de la Cour d'appel de Paris qui, lors de l'audience, me reprocha d'utiliser plusieurs adresses de courriel et de me méfier de Google, et réfuta également ma qualité d'avocat dans le cadre de cette affaire.

Je souhaiterais préciser ici que, durant les audiences, j'ai découvert que l'opération dans laquelle j'étais censée être impliquée concernait non seulement des personnes (qui ne sont nulle part visées dans mes données expertisées), mais également une attaque contre des temples francs-maçons!

Sous la surprise, j'ai demandé au procureur de répéter ses propos de peur de mal les comprendre. Je me

suis tournée vers le juge d'instruction en lui demandant à quel moment il avait pu trouver dans mes données ou le rapport d'expertise des documents concernant les francs-maçons.

La réponse du juge d'instruction: si, nous avons retrouvé une recherche internet. Je lui ai alors demandé si cela lui suffisait; il m'a répondu qu'il ne voulait pas échanger avec moi.

Bien entendu, échanger avec un avocat qui s'inquiète de la commission de crimes contre l'humanité et d'attaques bioterroristes (soit dit en passant, une des activités spécifiques du parquet antiterroriste justement), c'est totalement inconcevable!

Il m'a en revanche menacée de me placer de nouveau en garde à vue étant donné qu'il manquait encore quelques heures au compteur. Je rappelle que je ne suis ni mise en examen ni témoin assistée, néanmoins mes données ont fait l'objet de saisie aux fins de renseignement et d'intimidation manifeste.

Le préjudice tant pour la profession qu'à titre individuel est considérable.

/A suivre./

* Propos recueillis par Ariane Bilheran, normalienne, philosophe, docteur en psychopathologie.
<https://www.arianebilheran.com>

NOTES

1. <https://www.dgsi.interieur.gouv.fr>
2. <https://www.grand-jury.net>
3. Sébastien Recchia est artiste, auteur de la chaîne Telegram «Restez couchés!»
<https://t.me/restezcouches>.

LISEZ-MOI ÇA! par Anne Demonet

«La Rabouilleuse» de Balzac

EST-CE LA NATURE HUMAINE QUI CHANGE, OU SEULEMENT SES MANIFESTATIONS QUI VARIENT SELON L'ÉPOQUE?

CE QU'IL APORTE

Agathe Brideau, originaire d'Issoudun, la ville du péché originel, survit à Paris avec ses deux fils, Philippe, ancien officier de l'Empire déclassé, et Joseph, grand artiste en devenir. Le premier finit en prison, après avoir ruiné sa famille. Quant à Joseph, moins aimé de sa mère, il fera preuve d'un dévouement et d'un désintéressement à toute épreuve. Dans la deuxième partie du roman, la famille Brideau tente de récupérer un héritage à Issoudun. Philippe évolue dans la peau d'une brute sans scrupule, mais qui donne la mesure de son efficacité. De nombreux personnages, tous intéressants, font l'intrigue dans ce cadre provincial. La rabouilleuse, littéralement sortie du ruisseau, servante-maîtresse de celui dont elle veut capter l'héritage, Max Gilet, son amant, autre ancien officier désœuvré, la tante Hochon, qui essaie de remettre les choses en ordre... Tous, par devoir, nécessité, cynisme, réflexe, veulent l'héritage. Le seul qui subit la situation



et ses conséquences morales, c'est Joseph, l'artiste. La fin est réaliste, logique, tenant compte des forces en présence sans coup de théâtre spectaculaire. Ici nous avons un concentré du génie de Balzac qui crée des personnages dont certains tiennent du type, comme les officiers ou la servante-maîtresse, mais qui ont leur épaisseur, leur complexité et

leur pittoresque! Une tante, madame Hochon, donne un ton à cette histoire, lorsque Joseph lui dit: «Je ferai votre portrait! — Non, non, dit-elle, je me suis trop ennuyée sur la terre pour vouloir y rester en peinture!»

CE QU'IL EN RESTE

Balzac est une gourmandise qui nous refait le palais. C'est le plaisir de la lecture à l'état pur. La dramaturgie, la drôlerie, la profondeur stimulent ce qui nous fait aimer la littérature française. On reprend la mesure, si besoin était, de la place de ce génie dans notre culture commune, et quasiment intime, si on le fréquente depuis longtemps. Dans ce roman de la *Comédie humaine*, entre autres apports, nous voyons l'argent devenir l'enjeu d'énergies déployées autrefois pour sauver l'honneur d'une jeune fille, par exemple. N'oublions pas que cette fortune a pour origine l'achat d'un bien confisqué à la Révolution. Pour Balzac, c'est LA

faute originelle dont rien de grand ne peut sortir. Ce qui nous entraîne évidemment à des comparaisons avec les mœurs contemporaines. Est-ce la nature des hommes qui change, ou bien seulement ses manifestations qui varient selon l'époque? Les réponses sont discutables, et leurs conséquences hypothétiques parfois inquiétantes. Les divers aspects du génie de Balzac ont une descendance aussi variée que Proust, Simenon, voire Pagnol. Entre autres. C'est flagrant ici.

À QUI L'ADMINISTRER?

Ceux qui n'aiment pas ou croient ne pas aimer Balzac peuvent commencer, ou recommencer par ce roman «facile», avec des situations assez cocasses, malgré la gravité du propos. Pour les autres, faites-vous plaisir et partez pour le Berry: il s'y passe des choses!

- Honoré de Balzac, *La Rabouilleuse*, (Folio, Gallimard).

TURBULENCES

MARQUE-PAGES · La semaine du 9 au 15 juillet 2023

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Vélo à réaction. La ministre de l'environnement espagnole Teresa Ribera est arrivée en véloélectrique à la conférence sur le climat de Valladolid. Les médias ont filmé l'événement comme une arrivée du Tour de France. Mais ce n'étaient que les cent derniers mètres du parcours, où l'on voyait tout de même les limousines noires derrière les bicyclettes. Certains affirment que la balade à vélo était précédée d'un trajet en convoi depuis l'aéroport, précédé d'un saut de puce en Falcon gouvernemental qui aurait grillé, selon les estimations, 2,5 à 5 tonnes de CO₂. La ministre affirme que ce n'est pas vrai, qu'elle est venue en train. Les médias concèdent que c'est difficile à vérifier. Suggestion: si ces apparatchiks arrêtaient les e-parades démagogiques pour les caméras, on pourrait éventuellement s'intéresser à leur travail de fond. Mais est-ce bien le but?

Infantilisme de combat. La **NAFO** — Organisation des *Fella* de l'Atlantique Nord — est le fleuron de la guerre virtuelle de l'OTAN contre la Russie. Ce sont les trois millions de mousquetaires (dont quelques-uns non virtuels) de la cause ukrainienne sur les réseaux sociaux. À la veille du sommet de Vilnius, la confrérie a elle-même tenu ses assises dans la même ville. La Première ministre estonienne Kaja Kallas l'a saluée en ces termes: «La NAFO est un exemple vivant de la manière dont l'humour, l'intelligence et l'enthousiasme peuvent désarmer la désinformation russe.» Or l'OTAN eût sans doute mieux fait de ne pas exhiber ces bras cassés en vrai. Un fil Twitter a rassemblé l'icographie et les portraits de ce qui est sans doute «la secte la plus infantile de

l'internet». C'est au-delà du descriptible. Les images parlent d'elles-mêmes. Relevons seulement que la mascotte du congrès était un requin gonflable, allusion «humoristique» (ou «intelligente»... ou «enthousiaste»?) au jeune touriste russe dévoré par un requin à Hourghada en juin dernier. Ces génies de la communication — à défaut d'avoir la moindre étincelle de décence humaine — ont-ils au moins vérifié que ce malheureux n'était pas un expatrié ou un opposant à Poutine?

Un trident pour Harry. Et hop! Après la sortie pronazie de Stephen King, c'est au tour de l'autre usine à best-sellers du monde anglo-saxon de succomber aux blagues de Vovan & Lexus. Se faisant passer pour le président Zelensky, ils ont très sérieusement demandé à J. K. Rowling, «vu la situation géopolitique», d'ôter la marque en forme de Z du front de Harry Potter — une foudre en zigzag — pour la remplacer par le trident ukrainien. Et, tant qu'à faire, lui ajouter une houpe à l'ukrainienne. La maman d'Harry a promis d'«étudier la question». Elle pense qu'il serait «avantageux» pour elle de lancer quelque chose à ce sujet sur les réseaux sociaux... Ces gens fonctionnent comme des automates. Ils ne nous déçoivent jamais.

Dilemme. Les plaisantins ont aussi monté une vidéoconférence avec le vieux Henry Kissinger en se faisant passer pour le président Zelensky. À la question: «Qui a détruit Nord Stream?», le machiavéliste quelque peu flapi a répondu après une longue hésitation: «Honnêtement, je croyais que c'était vous... Mais ce n'est pas une critique, hein?» C'est noté!

Gangs sur le divan. Stimulante tribune du psychanalyste Ruben Rabinovitch sur la mentalité des émeutiers à lire dans *Marianne*. La correction politique en est tout à fait absente, l'idéalisme aussi. La

conclusion frappe comme un coup de poing, mais le reste est de la même veine:

Les «solutions», comme on dit, sont aussi simples qu'irreprésentables actuellement. Car ces gangs ne sont pas forts, ils sont seulement ultra-violents. Ils n'ont de puissance que celle qui leur est concédée et de pouvoir de nuisance que celui que la République jouit d'essuyer. Ces gangs ne sont pas la cause mais le symptôme de la désintégration républicaine.

Du blé! Beaucoup ont été surpris, voire irrités, de la volte-face de dernière minute d'Erdogan vis-à-vis de la Russie: livraison des chefs nazis dont il avait la garde, levée de son opposition à l'otanisation de la Suède... Seymour Hersh, toujours bien renseigné, avance une explication plausible pour cette trahison multiple. Suivez le nerf de la guerre!

Quincaillerie. Curieuse compression temporelle dans la presse allemande! Voici quelques semaines encore, les éditorialistes annonçaient avec confiance que

les chars Leopard — réputés les meilleurs au monde — allaient enfoncer les défenses russes. «Lâchez les Léopards!» était le cri de ralliement des supporters de Kiev pendant tout l'hiver. Leur vœu a été exaucé le 4 juin dernier avec le lancement de la fameuse contre-offensive. Or voici que le 7 juillet, l'éditorialiste du *Spiegel* se plaint que

«les Ukrainiens se battent avec des arcs et des flèches contre la supériorité russe. Lors du prochain sommet de l'OTAN, l'Occident doit agir immédiatement — et fournir enfin à Kiev les systèmes d'armes adéquats.»

Comment donc? Les «meilleurs chars du monde» n'étaient donc que des outils d'aborigènes? Et les *Javelins*? Et les fameux HIMARS? Et les missiles *Storm Shadow*? Quels seraient donc ces «systèmes d'armes adéquats» que leurs promoteurs eux-mêmes ne réduiront pas à des «arcs et des flèches» après un mois d'engagement réel face aux Russes?

Pain de méninges

LA NOUVELLE EUROPE DES VAINCUS

La nouvelle Europe est née d'une immense défaite qui n'a pas sa pareille dans son histoire; pour la première fois l'Europe a été vaincue, l'Europe en tant que telle, toute l'Europe. Vaincue d'abord par la folie de son propre mal incarné dans l'Allemagne nazie, libérée ensuite par l'Amérique d'un côté, par la Russie de l'autre. Libérée et occupée. Je le dis sans ironie. Ces mots, tous les deux, sont justes. Dans leur réunion réside le caractère unique de la situation. L'existence des résistants (des partisans) qui s'étaient battus partout contre les Allemands n'a rien changé à l'essentiel: aucun pays d'Europe (l'Europe depuis l'Atlantique jusqu'aux pays baltes) ne s'est libéré par ses propres forces. (Aucun? Quand même. La Yougoslavie. Par sa propre armée de partisans. C'est pourquoi il a fallu bombarder en 1999 des villes serbes pendant de longues semaines: pour imposer, a posteriori, même à cette partie de l'Europe le statut de vaincu.)

— Milan Kundera, *Une rencontre*.

PHOTOBIOGRAPHIE PAR SLOBODAN DESPOT



Le greffier. Campagne vaudoise, 13.7.2023.

Ils sont postés comme des sentinelles à tous les passages stratégiques. Ils se complaisent dans leur sérénité, comme des statues sacrées dans un temple oublié. Leur temps n'est pas le nôtre. Ils nous irritent un peu, à vrai dire, avec ces airs supérieurs. Mais que seraient les campagnes sans eux?